

Vision globale de la ressource « sol »

Le débat sur la raréfaction des ressources aquatiques a relégué au second rang les problèmes relatifs à l'utilisation du sol. Or aujourd'hui, près de 2 milliards d'hectares sont affectés par les processus de dégradation causés par l'homme avec, comme résultat, la mise en péril des conditions d'existence de plus d'un milliard de personnes (Déclaration de l'ONU sur les objectifs du millénaire).

Des politiques non durables en matière d'environnement et d'utilisation des ressources, une utilisation du sol axée principalement sur la production, un droit foncier lacunaire et flou, la pression de l'urbanisation et l'intensification de l'agriculture, toutes deux liées à un besoin croissant en sol, sont autant d'éléments qui accélèrent la perte de terres fertiles. La dégradation des sols entraîne en outre des changements incisifs dans les cycles de production et de régulation des écosystèmes. Si la pauvreté peut encore accélérer cette évolution funeste, elle en est aussi le résultat.

Alarmé par cette situation, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a mis en place une nouvelle stratégie d'utilisation et de conservation des sols, qui concrétise son engagement renforcé dans la lutte contre la dégradation des sols, en misant sur une approche fonctionnelle globale. Au centre de la stratégie figure la promotion de politiques qui sou-

De leur propre initiative et avec le soutien de projets de conservation, les paysans du Mont Uluguru en Tanzanie ont développé un système diversifié de gestion durable des terroirs qui combine la culture en terrasse avec des méthodes agroforestières. (Photo : Hanspeter Liniger)



tiennent un développement socio-économique équitable et qui soulignent le rôle productif et de régulation du sol en tant qu'élément multifonctionnel des écosystèmes. Cette approche globale, qui met en réseau la gestion des terres, des eaux et des ressources vivantes, a pour but de promouvoir une utilisation productive des sols, axée sur la durabilité. Le PNUE formule des domaines-clés pour les activités futures, avec notamment les priorités suivantes :

- Meilleure prise en compte des interfaces de l'utilisation durable des sols avec d'autres accords multinationaux dans les domaines de l'eau, de la biodiversité etc., au sein des organisations onusiennes et en dehors de celles-ci.
- Promotion de politiques environnementales qui intègrent des stratégies innovantes d'utilisation du sol. Pour cela, il faut restructurer les institutions en misant sur la

Table de matières

Article de fond	
Vision globale de la ressource « sol »	1
D'intérêt courant	
<i>Politique</i>	
La production de denrées alimentaires consomme toujours plus d'eau	3
Diversité biologique : une assurance contre les futures famines	4
Vivre le risque	4
<i>Mise en œuvre</i>	
Un point de vue objectif sur l'agriculture urbaine en Afrique	5
Des « règles d'or » pour les régions protégées de montagne	5
Difficile recherche d'alternatives à la culture de drogues	6
<i>Recherche</i>	
La prise en compte des intérêts des paysans dans la politique	7
Changement social chez les communautés des forêts asiatiques	7
La forêt, génératrice de revenus pour contrer la pauvreté rurale	8
Sondage auprès de nos lecteurs	
Nos lecteurs sont exigeants en matière d'information	8

ARTICLE DE FOND

transparence et la participation, p. ex. en coordonnant les compétences ou en redéfinissant les tâches. Des instruments et des lignes directrices sont nécessaires à cet effet, de même qu'une information transparente et une sensibilisation à tous les niveaux.

- Le PNUE reconnaît l'identification et la valorisation économique des services de l'écosystème « sol » comme un aspect central de politiques économiques novatrices.
- Renforcement de partenariats avec la société civile dans le but de mieux impliquer celle-ci dans le dialogue et de renforcer ses compétences. Les connaissances et expériences locales sont des éléments importants pour adapter des stratégies innovantes d'exploitation du sol aux niveaux local, national et régional et en faire une priorité.

Une vaste étude menée en Ouganda démontre à quel point il est difficile de conjuguer des politiques et des stratégies de lutte contre la pauvreté et d'utilisation durable du sol aux niveaux national et local. Alors que la croissance démographique et l'extension de la production agricole accélèrent l'érosion du sol, différents facteurs peuvent contribuer à réduire la perte de substances nutritives du sol : une meilleure formation, l'élevage, un revenu qui ne serait pas tiré de l'agriculture. C'est ici que les différents statuts et potentiels des femmes et des hommes auraient un rôle important à jouer. La stratégie du PNUE néglige cet aspect. L'étude relève qu'il ne peut guère y avoir de solutions « win-win », soit augmenter la production agricole et le revenu et en même temps réduire la dégradation des sols. En Ouganda, la responsabilité quant à la mise en œuvre d'une approche globale est déléguée aux ONG. On ne mentionne pas que, dans ce domaine justement, il appartenait aux politiques nationales de jouer les premiers rôles.

SOURCES

UNEP's Strategy on Land Use Management and Soil Conservation, A Strengthened Functional Approach. UNEP Policy Series 4, 2004. 63p. www.unep.org/pdf/UNEP-strategy-land-soil-03-2004.pdf

Strategies for Sustainable Land Management and Poverty Reduction in Uganda. Ephraim Nkonya et al. IFPRI, Research Report 133. 2004. www.ifpri.org/pubs/pubs.htm#rreport

La production de denrées alimentaires consomme toujours plus d'eau

Près de 70% des ressources aquatiques exploitées sont utilisés dans l'agriculture ; la production de 1 kg de céréales, par exemple, nécessite entre 500 et 3000 litres d'eau. En outre, les systèmes de production actuels ne sont souvent pas durables et endommagent irrémédiablement les écosystèmes aquatiques. Et la demande en eau croîtra encore à l'avenir. En effet, tant les efforts faits pour augmenter la sécurité alimentaire, et donc, la production d'aliments, que l'orientation toujours plus forte vers des denrées alimentaires grandes consommatrices d'eau, p. ex. la viande, vont dans cette direction.

Afin d'assurer une utilisation globale durable des ressources en eau, le rapport cité préconise des mesures à différents niveaux : augmenter la productivité de l'eau et mettre à disposition les technologies nécessaires à cet effet ; influencer le comportement des consommateurs en les rendant attentifs à une alimentation saine et à une consommation modérée d'eau ; protéger les écosystèmes aquatiques de manière adéquate ; supprimer les subventions agricoles et les barrières commerciales qui ont pour effet d'entraver le commerce de denrées alimentaires économisant l'eau.

A noter d'intéressant que le rapport accorde un rôle important aux consommateurs dans la problématique globale de l'eau, en arguant que la produc-

tion de denrées alimentaires sera toujours davantage déterminée par la demande. Les auteurs laissent néanmoins ouverte la question de savoir comment l'on pourrait influencer en conséquence leur comportement.

SOURCE

Water – More Nutrition per Drop. Towards Sustainable Food Production and Consumption Patterns in a Rapidly Changing World. Stockholm International Water Institute (SIWI) and International Water Management Institute (IWMI), New York, April 2004. 36 p. www.siwi.org/downloads/More_Nutrition_Per_Drop.pdf

Selected exporters (1995)	Exports as % of world's total	Water productivity in kg/m ³	% met by irrigation
USA	48%	1.26	15%
Canada	10%	0.88	4%
W Europe	10%	1.59	5%
Argentina	7%	0.49	5%
Australia	5%	0.54	28%
India	3%	0.34	41%
Exporters average*		0.81	26%
Selected importers (1995)	Imports as % of world's total	Water productivity in kg/m ³	% met by irrigation
Japan	14%	0.73	73%
China	14%	0.75	46%
Egypt	4%	0.78	97%
Indonesia	5%	0.51	23%
Iraq	1%	0.21	89%
Sub Saharan Africa	<1%	0.19	2%
Importers average*		0.60	41%
World average*		0.60	34%
Average weighted by the countries' total production			

Les échanges commerciaux de denrées alimentaires peuvent influencer la consommation d'eau à l'échelle du globe. Productivité en eau de certains pays importateurs et exportateurs de céréales.

Source : Charlotte de Fraiture et al, IWMI.

Diversité biologique : une assurance contre les futures famines

Selon les estimations de la FAO, 75% de la variabilité génétique des plantes utilitaires agricoles ont disparu dans le courant du siècle dernier. Aujourd'hui, quelques sortes de plantes cultivées à haut rendement forment la base de l'alimentation de la population mondiale. Cette étroite largeur de bande génétique rend l'agriculture globale vulnérable aux épidémies et aux changements climatiques.

La Journée mondiale de l'alimentation de cette année, qui aura lieu le 16 octobre, sera placée sous le signe de la diversité biologique en tant qu'assurance contre les futures famines. La FAO renvoie à « son » Traité international sur les ressources phytogénétiques, entré en vigueur le 29 juin 2004.

Ce traité reconnaît la grande contribution des paysans à la préservation de la diversité génétique et renforce leurs droits en conséquence. Il inclut un système multilatéral qui assure l'accès des chercheurs et des cultivateurs aux ressources génétiques mais qui garantit que les gains en résultant soient également redistribués aux gardiens de la diversité biologique : les paysannes et les paysans du sud. L'intention du traité est unanimement saluée. Mais pour ce qui concerne les droits de la propriété intellectuelle, les interprétations du texte par les organisations de paysans et l'industrie agricole diffèrent considérablement. Il faut dès lors s'attendre à ce que la mise en œuvre du traité n'aille pas sans heurts.

SOURCE

Biodiversity for food security. FAO launches campaign in favour of biodiversity – World Food Day/ TeleFood 2004. FAO News. Rome, 20 May 2004. 2p. www.fao.org/newsroom/en/news/2004/42621/index.html

Vivre le risque

La *Décennie pour la réduction des effets des catastrophes naturelles*, décidée par l'ONU, s'est achevée en 1999 avec plus de misère humaine et de plus grandes pertes économiques qu'à son début. Les analystes parlent des risques encore croissants induits par d'innombrables décisions inadéquates en matière de développement, du niveau local à l'échelle internationale. L'ONU saisit l'occasion de ce bilan dégrisant pour convoquer en 2005 à Kobe une Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes naturelles. De son côté, le *Secrétariat de l'ONU de la Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes* (ISDR) a retravaillé de fond en comble le rapport « *Living with Risk: a global review of disaster reduction initiatives* », publié en 2002 et qui avait eu un grand retentissement. La nouvelle édition parue en 2004 ne vise plus seulement à sensibiliser la population aux effets dévastateurs de catastrophes naturelles, mais à la responsabiliser davantage en lui rappelant que les catastrophes sont principalement dues aux activités humaines. Le rapport appelle les politiciens, les institutions chargées de mettre en œuvre des programmes correspondants et tous les intéressés à prévenir les catastrophes naturelles ou du moins à atténuer les impacts, notamment par une planification plus clairvoyante et soigneuse et par des mécanismes régulateurs plus efficaces. La force de ce volumineux rapport réside dans son contenu proche de la pratique, sa richesse en détails et la clarté de son articulation. Les extraits en ligne donnent déjà une bonne vue d'ensemble du sujet.

SOURCES

Living with Risk: A global review of disaster reduction initiatives. 2004 Version. Vol. I: 454 pp, Vol. II (Annexes): 130 pp. ISDR, Geneva, 2004. www.unisdr.org/eng/about_isdr/bd-lwr-2004-eng.htm

World Conference on Disaster Reduction, 18–22 January 2005, Kobe, Hyogo, Japan. www.unisdr.org/eng/wcdr/wcdr-index.htm

Un point de vue objectif sur l'agriculture urbaine en Afrique

Le Centre de recherches pour le développement international (Crdi), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) éditent un ouvrage de capitalisation de leurs expériences en agriculture urbaine en Afrique. Il présente des méthodes de diagnostic et d'intervention pour en aborder les dynamiques, la place dans la planification des institutions, les filières maraîchères et animales, sa contribution dans le recyclage des déchets urbains. En Afrique, l'agriculture urbaine se caractérise le plus souvent dans le maraîchage, activité qui convient mieux que d'autres comme source d'aliments, d'emploi et de revenu. Le chapitre 3 consiste en une « analyse-filière » pointue qui explique l'articulation de la demande en produits maraîchers et leurs voies de commercialisation. L'étude du contexte de production avec ses contraintes (accès au foncier et aux intrants ...) et ses motivations (autosubsistance ali-

mentaire, gain rapide ...) prend également en compte le rôle social du maraîchage et dresse les typologies d'exploitations. Enfin, l'accès aux semences et à l'eau, l'exploitation du patrimoine génétique et le maintien d'un service de conseil représentent des pistes d'amélioration pour la filière maraîchère.

SOURCE

Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone : enjeux, concepts et méthodes. Ed. Olanrewaju B. Smith... [et al.]. CIRAD/IDRC, 2004. 176 p.
http://web.idrc.ca/en/ev-52181-201-1-DO_TOPIC.html

Des « règles d'or » pour les régions protégées de montagne

En 2002, plus de 4,6 mio km² des régions de montagne – soit un peu plus de 10% de la surface totale – était sous protection, et le nombre des zones protégées continue d'augmenter. La difficulté d'accès à ces régions, un obstacle majeur pour leur développement économique, se révèle être une chance pour la préservation de la biodiversité ainsi que des paysages naturels et culturels. La moitié des 24 points chauds de la planète (hot spots) avec une biodiversité élevée est située en montagne. Alors qu'autrefois, les zones protégées étaient définies et exploitées de manière dirigiste par des organes gouvernementaux, on reconnaît aujourd'hui l'importance d'aménager les projets de protection en concertation avec les populations locales afin de favoriser un développement adéquat et contrôlé. La publication propose un manuel complet sur l'aménagement et la gestion de régions protégées. Les nombreuses recommandations sont résumées en quelques « règles d'or » :

- comprendre l'écologie de la région ;
- comprendre la culture des habitants de la région ;

- comprendre la nature des changements physiques, biologiques, culturels et socio-économiques ;
- impliquer la population locale et le cercle le plus large possible de parties intéressées dans la planification, la gestion et les prises de décisions.

Les lignes directrices peuvent servir de listes de contrôle. Toutefois, elles ne sont guère utiles pour ce qui concerne l'élaboration de processus concrets de planification et de mise en œuvre.

SOURCE

Guidelines for Planning and Managing Mountain Protected Areas. Lawrence Hamilton and Linda McMillan (eds.) 2004. IUCN World Commission on Protected Areas. 92p.
www.iucn.org/info_and_news/press/mountainPAguide.pdf

Information on the UNESCO World Natural Heritage Site Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn:
www.nccr-north-south.unibe.ch/Objectives.asp?contextID=9&refTitle=Swiss%20Alps&Context=JACS



Favoriser l'appropriation (ownership), dans des forums locaux, la population discute avec le centre de gestion du UNESCO World Natural Heritage Site Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn (Suisse) des possibilités de traduire les attentes en mesures concrètes. (Photo : U. Wiesmann)

Difficile recherche d'alternatives à la culture de drogues

Depuis des années, la culture illégale de coca procure à quelque 35 000 paysans boliviens un revenu assurant leur existence. En 1997, l'installation d'une scierie au milieu de la zone tropicale bolivienne a marqué le coup d'envoi d'un projet de la FAO visant à réduire la culture de la feuille de coca au profit d'une exploitation durable de la forêt.

A côté de la culture de coca, les paysans ont pendant des années défriché la terre par brûlis afin de cultiver du riz pour leur approvisionnement alimentaire, détruisant ainsi des portions considérables de forêt. Le responsable du projet FAO a calculé devant eux qu'en cultivant du riz pour une valeur de 300 US\$, ils détruisaient du bois pour une valeur de 3000 US\$. Ce calcul a convaincu les paysans de se lancer dans l'exploitation durable des forêts avec la production de bois. Cependant, le passage de l'une à l'autre culture a fait chuter le revenu des paysans de 2000 \$ à 900 \$ par année. On essaie maintenant de compenser cette perte avec des cultures complémentaires de diverses plantes utilitaires comme le caoutchouc, le café, le cacao, le camu camu et l'achiote.

C'est maintenant dans les régions de culture du pavot en Afghanistan que la FAO s'emploie à convertir les paysans à la culture d'autres plantes. En améliorant la formation, l'infrastructure et l'accès au crédit, elle entend promouvoir la culture de fruits et de légumes, de produits niches comme les épices et les mûriers pour la production de soie, ainsi que la production d'huiles essentielles et l'élevage de poulets.



SOURCES

Offering Bolivian coca growers legal alternatives. FAO News. January 2004. 3p.
www.fao.org/newsroom/en/field/2004/35907/index.html

Alternatives for the Transformation of Drug Production Areas in Bolivia – Results from the Region Chapare for Farming Systems (Abstract). Juan Carlos Torrico, et al. Deutscher Tropentag. Göttingen, October 2003. 1p.
www.tropentag.de/2003/abstracts/links/Torrico_reW87Hjf.php

Poppy cultivation in Afghanistan – the search for alternatives. FAO News. February 2004. 2p.
www.fao.org/newsroom/en/news/2004/36107/

Un arbre Schizolobium amazonicum âgé de 18 mois. Il peut être récolté après trois ans et produit du bois souple et de bonne qualité. La FAO encourage les paysans à introduire de nouvelles variétés d'arbres qui poussent très vite, comme le Schizolobium amazonicum. Les arbres sont plantés avec des bananiers pour minimiser les risques de maladies.

Photo : FAO/20754/J. Spaull

La prise en compte des intérêts des paysans dans la politique

Comment obtenir que les intérêts et les besoins des paysans soient pris en compte dans les décisions d'un Etat en matière de politique du développement ? Le rapport se penche sur trois grandes organisations africaines de paysans et en analyse les contextes. Ces institutions se distinguent clairement dans leur orientation : deux agissent en étroite concertation avec le gouvernement et soutiennent des programmes axés sur l'agriculture de marché, l'autre est un groupe d'intérêt indépendant du gouvernement, engagé dans l'amélioration des conditions de vie rurales. Par ailleurs, l'une met plus de poids sur le conseil, une autre plutôt sur la défense d'intérêts politiques.

Le rapport n'en formule pas moins plusieurs recommandations qui sont valables pour toutes les institutions : améliorer le niveau de formation des paysans et favoriser les échanges d'informations au sein de l'organisation ; resserrer les liens avec la base, p. ex. moyennant des cotisations de membres et le droit d'élire des représentants ; définir la responsabilité de la direction à l'égard de la base et améliorer la coordination et la communication entre les deux. Les auteurs soulignent également l'importance qu'il y a de réduire la dépendance financière à l'égard des organisations de développement étrangères et d'inciter les fonctionnaires gouvernementaux à être plus attentifs aux intérêts des organisations paysannes.

SOURCE

A Comparative Review of Multi-stakeholder Arrangements for Representing Farmers in Agricultural Development Programmes and Policy-making in Sub-Saharan Africa. Jim Bingen. Michigan State University. For FAO. Rome, April 2004. 41p.
www.fao.org/sd/dim_in3/docs/in3_040501d1_en.doc

Changement social chez les communautés des forêts asiatiques

La particularité de l'ouvrage « Gender relations in forest societies in Asia » est de joindre l'histoire, les mythes des communautés liées à la forêt et le développement actuel de ces dernières. Il étudie les étapes d'évolution et de régression du rôle des femmes, leurs luttes et les influences extérieures par le biais d'études de cas en Chine, en Inde, en Malaisie et en Thaïlande.

Ainsi, à partir de 1980, dans l'Uttarakhand (Inde, Himalaya), la question des droits sur la forêt au niveau local a été soumise à l'idéologie globale de la conservation environnementale. Ainsi, le département forestier régional (Uttar Pradesh), avec un projet de la Banque Mondiale, promeut la Gestion communautaire des forêts villageoises (VFJM), s'inspirant d'un modèle basé sur la tradition, où le contrôle et l'accès aux ressources forestières appartiennent plutôt aux hommes. Toutefois, en parallèle se développe une forme combinée de gestion forestière communautaire informelle, promue par des groupements de femmes ayant déjà revendiqué et obtenu une reconnaissance au sein de leur foyer ou communauté.

Cet ouvrage s'adresse à toute personne active dans la gestion communautaire des forêts, élément important de la lutte contre la pauvreté dès le moment où il invoque l'espace social, économique et politique des femmes dans ce processus.

SOURCE

Gender relations in forest societies in Asia: patriarchy at odds. Ed. by Govind Kelkar, Dev Nathan, Pierre Walter. New Delhi, Sage, 2003. 325 p.
<https://www.vedamsbooks.com/no33839.htm>

La forêt, génératrice de revenus pour contrer la pauvreté rurale

Les populations les plus démunies dépendent souvent des apports des ressources naturelles non cultivées pour leur survie. Cet ouvrage développe cette thèse, dans le sens où les auteurs cherchent à connaître la part de ces apports, à les définir et à les mesurer dans leur contexte, se basant sur bon nombre d'expériences vécues à petite échelle.

Le chapitre 4 donne les résultats de ces analyses par le biais de vérifications d'hypothèses et de nombreux tableaux largement commentés (comparaisons de revenus par secteur d'activités et par ressource, considération des facteurs domestiques externes, de la diversification des sources de revenus, de la région géographique ou encore des types de forêts). Ainsi, le revenu généré par les ressources forestières représente une contribution moyenne de 22% au budget des ménages considérés. Il est représenté avant tout par le bois de feu, la nourriture silvestre et le fourrage pour les animaux.

L'apport de ces connaissances pourra servir les programmes de lutte contre la pauvreté et à la conservation des ressources naturelles. Toutefois, la pluralité des variables observées et l'analyse économique en soi rendent la compréhension ardue pour des non-économistes.

SOURCE

Counting on the environment. Paul Vedeld... [et al.]. Washington, World Bank, 2004. XV, 95 p. [http://lnweb18.worldbank.org/essd/envext.nsf/44ByDocName/CountingontheEnvironmentForestIncomesandtheRuralPoor2004/\\$FILE/CountingontheEnvironmentForestIncomesandtheRuralPoor.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/essd/envext.nsf/44ByDocName/CountingontheEnvironmentForestIncomesandtheRuralPoor2004/$FILE/CountingontheEnvironmentForestIncomesandtheRuralPoor.pdf)

SONDAGE AUPRÈS DE NOS LECTEURS

Nos lecteurs sont exigeants en matière d'information

Le besoin en informations des lecteurs de InfoResources News et de Focus se concentre très fortement sur des thèmes interdisciplinaires, p. ex. la gestion durable des terroirs. Les lecteurs s'intéressent tout particulièrement à la concrétisation de ces thèmes dans des stratégies et des projets. Tel est le résultat global d'un sondage mené auprès des lecteurs, sur mandat d'InfoResources. Ceux-ci ont été interrogés sur leurs besoins en information et leur avis sur les produits proposés. Nous les remercions chaleureusement d'avoir pris le temps de répondre au questionnaire ; les résultats du sondage nous aident à améliorer notre travail.

Nos lecteurs ont des exigences pointues en matière d'informations. Ils souhaitent trouver dans les contributions de la Newsletter et de Focus des contenus très concrets avec, si possible, des évaluations. De manière générale, les deux organes de publication obtiennent de bonnes notes :

- le mode de parution est qualifié de très bon par 75 % des lecteurs pour la Newsletter et par 66 % pour Focus ;
- la présentation et la structure des deux publications sont également fort appréciées ;
- à relever de surprenant et de réjouissant : la proportion élevée de lecteurs assidus : 27 % lisent tout intégralement, 42 % lisent intégralement certains articles ;
- réjouissant aussi le degré d'utilisation plus poussée : 50 % des lecteurs consultent les liens proposés, téléchargent des documents et réinvestissent ce qu'ils ont lu dans des conférences ou autres.

Etant donné ce bon score, nous garderons la forme des deux produits, tout en nous efforçant de répondre mieux encore aux besoins et intérêts exprimés.

Edition

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : *InfoForest/Intercooperation*, *Info Service CDE* et *InfoAgrar*. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :
InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch